

SAINT-AVOLD

Lettre ouverte contre l'exploitation du gaz de couche en Moselle

Propos recueillis par Sarah CIAMPA



Pour dénoncer le projet de la Française de l'Énergie d'exploiter du gaz de couche en Moselle, 36 organisations environnementales ont publié cette semaine une lettre ouverte. Photo DR

Pour dénoncer le projet de la Française de l'Énergie d'exploiter du gaz de couche en Moselle, 36 organisations environnementales ont publié cette semaine une lettre ouverte. Leur objectif : attirer l'attention du gouvernement sur cette méthode qui participerait au réchauffement climatique.

Depuis quinze ans, le groupe La Française de l'Énergie, basé à Forbach, explore le Bassin houiller à la recherche du gaz de couche de charbon, une énergie fossile trouvable en sous-sol à l'état naturel dans les couches de charbon et jamais exploitée en France. Unique en France, le projet consiste à réaliser une quarantaine de forages sur un périmètre de 200 km² autour de Saint-Avold, dont [un déjà réalisé à Lachambre](#).

Pour contrer ces chantiers, l'Apel 57, une association écologiste, a publié cette semaine [une lettre ouverte cosignée par une trentaine de collectifs](#) comme EELV, Greenpeace, Amis de la Terre, Attac ou encore Campagne Fossil free politics, entre autres. Anaëlle Lantonnois, membre de l'Apel 57, explique les raisons de leurs craintes.

Quel message avez-vous voulu faire passer à travers la lettre ouverte ?

Anaëlle LANTONNOIS : « Nous avons voulu attirer l'attention des élus et du gouvernement sur cette demande d'exploitation de nouvelle énergie fossile avec une méthode non-conventionnelle qui participerait au réchauffement climatique. De plus par une entreprise qui n'a pas prouvé que l'exercice était rentable, ni qu'elle avait la capacité technique et financière de le faire. »

Quelles sont vos inquiétudes ?

« Ce type d'hydrocarbure n'a jamais été exploité en France mais les impacts environnementaux et climatiques de son extraction sont bien connus à l'étranger et documentés par de nombreux rapports indépendants scientifiques et techniques. L'exploitation du gaz de couche, ici, aurait un impact sur la potabilité de l'eau, la fertilité des sols, [la pollution de l'air](#) et un dérèglement climatique. »

Qu'attendez-vous des pouvoirs publics ?

« Dans un premier temps d'être reçu par des élus pour exposer les questions et les problématiques que soulève l'exploitation. Qu'ils prennent une décision favorable à l'intérêt collectif et non au lobbying. L'octroi de cette concession serait un nouveau renoncement du gouvernement face à ses engagements, notamment de l'accord de Paris. Il est nécessaire que des mesures à la hauteur de l'urgence climatique soient prises. Les décideurs politiques se doivent d'être en première ligne pour préserver la santé, garantir un environnement sûr et défendre nos intérêts et celles des générations futures. »